

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Direction des Archives et de la Documentation

COLLECTION DES ARCHIVES ORALES

AO44

STEPHANE HESSEL

(20 octobre 1917 -27 février 2013)

Ambassadeur de France

Entretien n°1 du 15 octobre 1991

Par

**Maurice Vaisse, professeur à l'Université de Reims,
et Catherine Oudin, conservateur du patrimoine**

Monsieur l'ambassadeur, ma première question sera toute simple. Comment êtes-vous rentré dans la carrière ?

Quand j'étais étudiant, je souhaitais devenir professeur de philosophie. C'est pour cela que je suis entré à l'École normale supérieure en 1937, avec d'ailleurs une curieuse anecdote. En effet, étant né à Berlin en 1917, j'ai fait un tout petit peu d'école primaire en Allemagne. Mes parents sont venus en France en 1925, et j'ai donc fait toutes mes études secondaires et supérieures en France. Mais la naturalisation ne pouvait intervenir qu'à l'âge de 20 ans. Je suis donc resté Allemand, juridiquement, jusqu'en octobre 1937. J'ai passé le concours de l'École normale en tant qu'étranger. Reçu en 1937, j'étais dans une position impossible puisque j'étais à la fois élève étranger, mais redevenu Français, et la seule façon qu'on a trouvée pour remédier à ce paradoxe, c'est de me faire repasser le concours. J'ai donc repassé une deuxième fois le concours de l'École normale en 1939, cette fois comme Français. J'ai été à nouveau (par chance) reçu et je me préparais donc à étudier la philosophie, pour devenir éventuellement professeur.

Puis la guerre est intervenue, la guerre a duré longtemps et quand je suis rentré de déportation en mai 1945, je suis allé voir mon vieux professeur de philosophie. Je lui ai dit : est-ce que vous me croyez encore capable de faire l'agrégation et d'enseigner. Il m'a dit : *Non, c'est fini pour vous, vous avez fait cinq ans d'activités extérieures à la philosophie, essayez plutôt d'entrer dans la vie active.* Et étant tombé tout à fait par hasard sur Jean Sauvagnargues, qui était un camarade de concours de l'École normale supérieure, il m'a dit : *Moi, j'ai choisi la diplomatie, tu devrais en faire autant, c'est intéressant.* Et je me suis donc présenté, comme treize autres collègues au dernier grand concours spécial des Affaires étrangères, le 15 octobre 1945. Je ne sais plus combien nous étions, mais nous avons été quatorze reçus, parmi lesquels j'ai eu la chance de figurer. Je suis donc devenu diplomate par hasard plutôt que par véritable vocation. J'avais tout de même suivi à 16 ans - pendant une année - les cours de l'École des Sciences politiques, quand Roger Seydoux en était le directeur. Mais ça ne m'avait pas vraiment "branché" comme on dirait aujourd'hui et je m'étais donc ensuite inscrit en khâgne pour d'autres filières. Et après le succès au concours, il fallait choisir une affectation. Je continue pour vous raconter un peu ma carrière.

Le directeur du personnel à l'époque était Monsieur Gilbert, pour lequel nous avions tous une grande admiration parce qu'il avait été un grand résistant. Nous qui l'étions aussi à notre façon, nous le jugions avec beaucoup de considération. Il nous laissait choisir des postes. Le premier à choisir avait été Guy Ladreit de Lacharrière qui lui avait fait le concours régulier, pas le concours spécial, avait choisi Moscou, si je me souviens bien. Un deuxième avait choisi Washington, un troisième avait choisi Bonn et il restait Chongqing. Et très intéressé par la Chine, j'ai donc choisi Chongqing. Mais je ne suis pas arrivé jusqu'en Chine parce que j'avais obtenu l'autorisation de rejoindre mon poste par les États-Unis où se trouvaient les parents de ma femme. Et nous sommes donc allés ensemble à New York avec l'idée que de là, nous irions à San Francisco et puis à Chongqing. Mais arrivé à New York, j'ai rencontré Henri Laugier. Henri Laugier était le premier Français, Secrétaire général adjoint des Nations Unies. D'ailleurs je fais toujours partie d'une association des amis d'Henri Laugier, dont fait également partie Jean-Louis Crémieux-Brilhac, ancien directeur de la Documentation française que vous connaissez sûrement. Il est en train d'essayer de faire quelque chose pour mieux faire connaître Henri Laugier, ce qui serait bien légitime car c'est un homme qui a joué un rôle important, à la fois sur le plan national et sur le plan international, et qui est assez mal connu.

Henri Laugier se trouve être un ami de mon beau-père, j'ai donc tout naturellement fait sa connaissance. Et comme il avait besoin d'un collaborateur pour son travail aux Nations Unies, j'ai bien volontiers accepté de renoncer à mon poste de Chongqing. Laugier a obtenu du Département ma mise à disposition et c'est notre ami Jean de Lipkowski qui a été envoyé à Chongqing à ma place. Et me voilà donc affecté auprès du Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur Trygve Lie, pour servir de chef de cabinet, d'assistant du Secrétaire général adjoint chargé des questions sociales. Ce qui a beaucoup déterminé, assez largement déterminé la suite de toute ma carrière. Car, bien entendu, c'était une époque (vous êtes trop jeune pour vous en souvenir) très passionnante pour beaucoup de ceux qui avaient été dans la guerre ou dans la résistance. C'était la naissance d'une organisation internationale d'un type très nouveau, qui se démarquait clairement de la Société des Nations, en disant : eux se sont occupés seulement de problèmes politiques, nous, nous devons nous occuper de tous les problèmes de la planète. Les Nations Unies commençaient, mais les institutions spécialisées allaient naître les unes après les autres.

Henri Laugier était un véritable militant du multilatéralisme et de l'internationalisme, Dans ma première affectation, j'y suis resté quatre ans et demi. Je suis arrivé en février 1946 et je suis reparti fin 1950. Pendant ces quatre années, j'ai suivi le développement du multilatéralisme, plus particulièrement et c'est également une expérience dont je garde un souvenir très fort, tout ce qui a trait aux droits de l'homme, puisque nous étions chez Laugier responsables de la division des Droits de l'homme des Nations Unies, qui était dirigée à l'époque par un grand Canadien très sympathique, le professeur Humphrey. Il y avait toute une équipe qui travaillait avec Humphrey sur la préparation de la déclaration universelle. Il y avait René Cassin qui venait aux sessions des Commissions des droits de l'homme, Madame Roosevelt qui a présidé cette commission. Il y avait tout un personnel international très stimulant pour le jeune diplomate que j'étais, et donc j'ai vraiment gardé un souvenir très fort de cette période. Il n'y avait d'ailleurs pas que les droits de l'homme. Nous étions responsables pour la recherche internationale, c'était un des points forts de Laugier qui venait des sciences et de la recherche. Il avait eu un rôle dans la recherche française. Il y avait également les questions sociales, les stupéfiants, la démographie, population... Qu'est-ce que j'oublie ? Je crois que c'était l'essentiel de notre domaine dans ce département des questions sociales, humanitaires et culturelles des Nations Unies.

Nous étions donc aussi directement intéressés à la naissance d'institutions comme l'Organisation mondiale de la santé ou l'UNESCO. Laugier s'intéressait beaucoup à toutes ces institutions. Et tout l'appareil mis en place à l'époque pour la lutte contre le trafic de stupéfiants et également les amorces d'une politique mondiale de la population où s'affrontaient des personnalités, des démographes d'opinions très diverses. Les Américains étaient très pro-planning et très pour intervenir assez brutalement pour empêcher l'explosion démographique, alors que du côté français, c'était Alfred Sauvy qui siégeait à la commission de la population et qui lui, avait une attitude beaucoup plus nuancée sur la natalité. Sa grande thèse, c'était que plus on aime ses enfants, moins on en a, et que pour éviter les grandes familles trop répandues et ingérables, il fallait vraiment avoir une affection très directe pour ses enfants. C'est une thèse que j'ai toujours trouvée très intéressante. Mais il se bagarrait avec les Américains qui disaient : *non, ce n'est pas les aimer, il faut réduire le nombre.*

Donc, vous voyez, énorme terrain, champ très vaste pour un jeune diplomate qui débouchait là-dedans. Ma connaissance de l'anglais, que j'ai acquise très jeune puisque j'ai fait une partie de mes études en Angleterre, m'a naturellement aidé. J'avais également et j'ai toujours une connaissance de l'allemand, qui à l'époque ne me servait guère aux Nations Unies, mais enfin, anglais, français, ça permettait d'être utile. Et j'ai essayé de l'être notamment en faisant ce que

le Secrétariat international était chargé de faire, c'est-à-dire d'assurer le secrétariat des grandes rencontres internationales : que ce soit l'Assemblée générale des Nations Unies qui tous les ans avait pour travailler pour elle une commission des questions sociales, culturelles et humanitaires, où l'on traitait notamment des droits de l'homme ; que ce soit le Conseil économique et social, organe plus restreint, à l'époque seulement composé de dix-huit membres et par lequel passaient également tous ces travaux ; ou que ce soit la Commission elle-même, la Commission des droits de l'homme, la Commission des questions sociales, la Commission des stupéfiants, la Commission de la population, la Commission de la condition de la femme. Chaque fois, ça me permettait de rencontrer les délégués français. Évidemment, à côté des secrétariats internationaux, ce qui comptait aux Nations Unies, c'étaient les délégations nationales. À l'époque, à New York, c'était Alexandre Parodi qui était notre représentant au Congrès des Nations Unies, qui siégeait au Conseil de sécurité. À la Commission des droits de l'homme, c'était René Cassin. À la Commission de la condition de la femme, c'était Marie-Hélène Lefauchaux. À la Commission de la population, Alfred Sauvy. À la Commission des stupéfiants, il y avait également un très brillant haut fonctionnaire dont le nom maintenant m'échappe, qui jouait un rôle important aussi. Au Conseil économique et social, ça a été une de mes occasions de connaître de plus près Pierre Mendès France. C'est lui qui nous représentait au Conseil économique et social.

Comme vie, cela signifiait New York comme domicile, mais pas mal de voyages, et notamment pas mal de séjours à Genève puisque le Conseil économique et social se réunissait à Genève, la Commission des droits de l'homme, tantôt à New York, tantôt à Genève. Donc, on était un peu entre New York et Genève, avec des voyages éventuels auprès de l'Unesco à Paris. Quand il y a eu la grande Assemblée générale des Nations Unies de 1948 qui a adopté la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, ça se passait au Palais de Chaillot à Paris. Donc, je n'ai pas perdu le contact avec Paris, mais enfin, j'étais quand même fonctionnaire international. Mes relations avec le département passaient plutôt par les collègues qui se trouvaient à la mission permanente à New York ou à Genève.

Voilà, si vous voulez ces quatre années et demie, on pourrait parler à l'infini, mais si nous voulons gagner du temps, je dirais que ça a été surtout pour moi la découverte d'une fonction publique internationale. Je l'ai trouvée à l'époque très intéressante. Je constate comme beaucoup de mes collègues qu'elle a perdu, malheureusement, au cours des décennies, une partie de sa valeur. À l'époque, nous étions des militants internationalistes, et les gens qui acceptaient de faire une partie de leur carrière aux Nations Unies le faisaient beaucoup par conviction. De fil en aiguille, ce sont devenus des postes où chaque nation essayait de placer ses nationaux, essentiellement, naturellement l'Union soviétique et les pays de l'Est dont nous pouvions bien penser que les fonctionnaires internationaux de ces nationalités-là n'étaient peut-être pas tous au KGB, mais faisaient certainement des rapports à leur gouvernement, ce qui n'était pas le cas pour les Français, les Anglais, les Belges et autres, qui se trouvaient dans cette phase-là aux Nations Unies. C'était aussi une période où les Nations Unies n'étaient encore composées que d'une soixantaine d'États, sur lesquels quand même un bon nombre était des États avec une ancienneté d'État, donc un terrain assez différent de celui que j'ai rencontré ensuite dans le cours de ma carrière, où il y avait cent soixante États, de taille et de démocratie très inégales. C'était tout autre chose.

Si vous voulez, on peut passer à la suite. Vous me direz si je m'appesantis trop sur telle ou telle partie de ma carrière.

Je voudrais vous poser deux questions concernant cette période. Quel a été l'effet de la guerre froide sur l'atmosphère et les débats auxquels vous avez pu prendre part dans ces organisations des Nations Unies ?

Vous avez tout à fait raison de poser cette question. L'effet a été à la fois brutal et je dirais assez désastreux pour ceux d'entre nous qui espérions qu'il y aurait, sinon convergence, homogénéisation de la communauté internationale, au moins un certain apport de l'Est et un apport de l'Ouest, et entre les deux, quelque chose qui se construirait. Par exemple, un homme comme Pierre Mendès France et plus encore Georges Boris, qui travaillait avec lui, étaient de ceux qui voyaient l'avenir de l'Union soviétique comme se libéralisant peu à peu et l'avenir du monde occidental comme adoptant certains des principes positifs du marxisme, dans le sens d'une économie plus planifiée. C'était l'époque de la planification française.

La guerre de Corée, et aussi déjà avant elle, le refus des pays de l'Est d'entrer dans le système du plan Marshall étaient pour nous des échecs. Le plus grave était naturellement la guerre de Corée, après laquelle il y eu non seulement cette année pendant laquelle l'Union soviétique s'était retirée du jeu, mais même quand elle y est revenue. Il y avait le rideau de fer, le discours de Fulton de Winston Churchill. Enfin, on sentait que quelque chose de très différent allait naître. Quelque chose qui avait son intérêt aussi puisqu'il s'agissait de préserver la paix du monde dans une atmosphère de bipolarisation mais cela n'était plus la même chose. Beaucoup d'ailleurs des fonctionnaires internationaux qui avaient mis tout leur dévouement à servir cette organisation dans les premières années ont pris du recul. En quoi voyait-on la différence ? On la voyait surtout dans les votes.

À un moment donné, on savait qu'indépendamment du Conseil de sécurité où s'appliquait le veto, même dans des instances où il n'y avait pas ces dispositions et où le vote était pris à la majorité, comme le Conseil économique et social ou l'Assemblée générale, on sentait ce groupe des pays de l'Est qui se distançait, et une première tentative de la part de ces pays d'avoir une influence sur les pays moins développés pour essayer de les dresser un peu contre les États-Unis. Donc, un jeu déjà très différent mais moins sensible peut-être dans les instances proprement sociales, auxquelles j'étais affecté, où il y avait encore une certaine volonté de travailler ensemble. Des organisations comme l'OMS par exemple, ou même la Commission des droits de l'homme, ont pu travailler avec une certaine hypocrisie, mais en essayant quand même de faire passer des textes, sachant bien que certains pays n'appliquaient nullement les droits de l'homme, mais payaient quand même un tribut à la vertu en faisant semblant d'adhérer à certains de ces textes.

Est-ce que déjà à la Commission des droits de l'homme, on évoquait les affaires de Tunisie et du Maroc ? Est-ce que les problèmes de décolonisation, jusqu'au moment où vous avez quitté, en 1950, est-ce qu'il y a eu quelques effets ?

Très peu. En réalité, vous avez tout à fait raison, les procès de décolonisation, qui ont d'ailleurs donné une position plus délicate à la France au sein des Nations Unies, qui ont finalement abouti après le début de la Vème République à une attitude assez hostile de la France à l'égard de l'ONU, encore que je mets à défaut quiconque qui prétend que le général de Gaulle a jamais parlé de «machin», c'est tout à fait inexact. C'est tellement entré dans les mœurs que maintenant, tout le monde fait comme si c'était un fait établi. Non, le général de Gaulle avait ses réserves à l'égard des Nations Unies, mais il avait bien conscience qu'on avait besoin de cette organisation internationale. Donc, si vous voulez, jusqu'en 1950, à la

différence de ce que j'ai beaucoup connu plus tard dans ma carrière, on parlait naturellement de la tutelle. Il y avait le Conseil de tutelle et on commençait à évoquer l'accession à l'indépendance des pays sous tutelle, mais les pays qui relevaient des articles de la Charte concernant les territoires non autonomes, les territoires administrés par des puissances administrantes, c'était encore quelque chose qui ne soulevait pas d'hostilité politique grave.

Une question vraisemblablement de détail. Il a fallu mettre en place toute l'administration interne des Nations Unies. Vous aviez rempli aussi le rôle de directeur administratif. J'imagine que vous avez participé au recrutement des fonctionnaires. En fonction de quels critères se faisait leur sélection ?

Effectivement, le titre que j'ai eu assez vite, pas tout à fait au début, mais au bout de quelques mois, c'était celui de *executive officer*, tout ça se passait beaucoup en anglais, il faut bien le dire, que l'on a traduit en français par directeur administratif. Effectivement, dans chaque département, il y avait donc, à côté du Secrétaire général adjoint, une personne qui était chargée de l'aspect administratif, et notamment des questions de personnel et de recrutement. Nous étions une équipe très sympathique, très amicale. Les directeurs administratifs des différents départements, qui avaient naturellement comme interlocuteur le Secrétaire général adjoint chargé de l'administration et des finances a été un Américain pendant toutes les premières années des Nations Unies. Cela a été un de nos problèmes car il y a autant de traditions administratives que de grands pays. Il y a la tradition britannique, la tradition française et la tradition américaine.

La tradition américaine nous paraissait effroyablement lourde. Les Américains aimaient bien avoir énormément de fonctionnaires et répartir très largement les tâches, sans beaucoup de hiérarchies claires. Les Anglais avaient une conception déjà plus proche de la nôtre mais allant encore plus loin. C'est l'idée que chaque fonctionnaire doit avoir une responsabilité claire, avoir le dossier. Ça se passe comme ça encore au Foreign office. Et être relié à un patron mais d'une façon assez large, le patron le laissant largement responsable de sa gestion. Le système français que vous connaissez bien est un système assez hiérarchisé où on fait des choses, mais où on rend compte, non seulement à une personne, mais elle-même à une autre, et il y a une espèce de pyramide des hiérarchies. Alors, il fallait essayer de construire une administration internationale qui ne soit pas trop américanisée, elle l'a été quand même, et où on essayait de faire prévaloir un peu chacun sa façon de concevoir les choses. Cela a été à ce point de vue-là une expérience très intéressante pour moi. Concernant les critères de recrutement, on recrutait sur dossier, donc la compétence, les titres, étaient importants et également le caractère, l'engagement international, mais il y avait encore à l'époque énormément de cooptation personnelle. Chaque secrétaire général adjoint avait envie d'avoir des collaborateurs qui lui soient proches. Tous n'étaient pas aussi internationaux d'esprit que Laugier. Laugier, je dois dire, n'a vraiment pas du tout essayé d'avoir plus de Français chez lui que la moyenne des Nations Unies. Il s'est entouré de Chinois, Canadiens, Américains, mais enfin il y avait quand même quelques Français qu'il connaissait et qu'il a fait venir, tout naturellement. Ça se passait de la même manière dans les autres départements. On peut dire que le recrutement de cette première période des Nations Unies a été moins systématique que plus tard. On a mis, en effet, beaucoup de temps à faire des recrutements par concours pour autre chose que pour des postes typiquement internationaux comme traducteur, interprète, secrétaire bilingue, où alors là, ça se passait par voie de concours.

Si vous voulez, nous passons aux cinq années suivantes, puisque j'ai passé après cela cinq ans, pas tout à fait, quatre ans à ce qui s'appelait à l'époque le secrétariat des Conférences, qui est maintenant la direction des Nations Unies et des Organisations Internationales, où j'ai eu des patrons très précieux pour ma formation. D'abord Vincent Broustra, Bernard de Menthon, Wolfrom étaient les dirigeants de cette direction, de ce secrétariat des Conférences. Il y a eu un tout petit intervalle. Quand je suis rentré de New York, j'ai voulu prendre un congé. Et pendant quelques mois, je me suis trouvé en somme en disponibilité. J'ai demandé cette faveur au département qui a bien voulu me l'accorder. C'est plus facile à obtenir que d'obtenir un poste à pourvoir. J'ai voulu utiliser cette période pour essayer d'écrire un livre sur mon expérience des Nations Unies. Mais, je me suis aperçu au bout de quelque temps que je n'étais pas doué pour l'écriture et qu'il fallait mieux que j'y renonce. Je suis donc revenu au département, me déclarant disponible, et c'est ainsi qu'on m'a affecté tout naturellement au secrétariat des Conférences. Je me suis trouvé là aussi dans la même filière puisque qu'au secrétariat des Conférences, il y avait à côté de Vincent Broustra qui s'occupait de l'ensemble, Bernard de Menthon qui s'occupait des problèmes économiques, sociaux, des organisations et des institutions spécialisées. C'est auprès de lui que je me suis trouvé, comme je n'étais toujours que secrétaire des Affaires étrangères. L'avancement des fonctionnaires internationaux n'était pas particulièrement rapide, nous passions par des étapes d'avancement. Je n'ai eu mon grade de conseiller que plus tard, vers la fin de ma présence au secrétariat des Conférences, en 1954 ou quelque chose comme ça. J'avais donc toutes sortes de patrons, selon ces principes que nous venons d'évoquer, notamment un homme pour lequel j'ai beaucoup d'amitié qui est mort récemment, malheureusement. Il s'agit de Barthélemy Épinat, qui a été à la fin de sa carrière à l'ambassade de Rome. Il a été en Roumanie, en Yougoslavie, il a fait une carrière. Il était donc à l'époque avec moi au secrétariat des Conférences. J'y ai eu toutes sortes de collègues qui depuis sont devenus d'illustres ambassadeurs. Jacques Morizet partageait mon bureau à l'époque ; Jean-Pierre Cabouat... Cette petite équipe du secrétariat des Conférences, c'est aussi une expérience qui m'a énormément plu parce que nous étions une toute petite partie du ministère des Affaires étrangères, mais nous étions branchés sur toute l'administration française puisqu'il fallait mobiliser, pour aller dans des institutions internationales de caractère social et humanitaire, il fallait mobiliser le ministère de la Santé, de l'Intérieur, des Affaires sociales, de l'Éducation, de la Justice, et trouver là des fonctionnaires français qui acceptaient d'aller représenter la France.

Cela vous permettait d'être en rapport avec les autres ministères, les autres administrations, et c'était passionnant.

C'était très intéressant, surtout pour quelqu'un qui revenait de quatre ans aux États-Unis. C'était une reprise de contact avec les administrations françaises et aussi une tentative de les intéresser au multilatéral. Donc j'ai déjà passé à l'époque une bonne partie de mon temps et de ma salive à expliquer à des Français qui avaient des responsabilités dans le système français qu'il fallait s'intéresser à ce qui se passait au sein des Nations Unies et qu'il fallait y aller avec sérieux, qu'il fallait préparer ses dossiers. C'est ce que nous faisons au secrétariat des Conférences. Nous étions nous-mêmes membres de délégations et je me suis ainsi trouvé tout naturellement siégeant dans la délégation française auprès du Conseil économique et social, aux Assemblées générales, pendant ces quatre années qui ont suivi mon passage de fonctionnaire international à fonctionnaire français. J'ai donc vu le problème des deux bouts de la lunette. C'est aussi intéressant, de s'apercevoir à quel point la défense des intérêts nationaux, qui est le rôle des délégations, est quelquefois en conflit avec la progression de la réalisation d'objectifs internationaux, points sur lesquels la France était plus ou moins en

difficulté. C'est là que nous allons trouver le commencement de cette phase de la décolonisation.

Jusqu'en 1954, ce n'était vraiment que le début mais, déjà, on sentait que notre position vis-à-vis de nos possessions coloniales commençait à être contestée au sein des Nations Unies. Je ne l'ai pas senti tellement dans mon secteur qui était le secteur social et des droits de l'homme mais un peu dans le secteur économique. J'ai eu également comme collègue un ami de classe qui était Cholet. Il a également fait une belle carrière, et terminé comme ambassadeur à Singapour. Donc, on rencontrait les gens du département. Il faut dire que nous travaillions naturellement branchés sur les autres directions de la maison qui participaient aussi. Chaque fois qu'il y avait quelque chose à négocier, on venait de la direction économique ou de la direction de la rue de Lille à l'époque, les Affaires consulaires et administratives. Nous mobilisions au profit de ces instances internationales des gens du ministère comme des gens des autres administrations. Ça a été quatre années... je dirais, au bout de ces quatre années, en 1954, je commençais à être un peu lassé de m'occuper toujours des mêmes problèmes et j'étais assez content de la possibilité d'un changement. L'occasion m'en a été donnée par la présidence du Conseil de Pierre Mendès France.

Vous vous occupiez plutôt des questions économiques.

Plutôt sociales.

Plutôt sociales. Quelle a été la part des questions concernant l'ouverture des frontières, la fin des contingentements, des quotas, le problème du GATT, la construction urbaine ? Est-ce que vous vous occupiez de ces affaires-là ou il s'agissait d'une autre... ?

Pas directement, j'ai été amené à m'en occuper très brièvement, trop brièvement, et d'ailleurs je regrette de n'avoir jamais été par exemple en poste à Bruxelles. Je m'en suis occupé un peu après la chute du cabinet Mendès France parce que pendant quelques mois, ça n'a pas duré longtemps, j'ai été affecté auprès d'Olivier Wormser à la direction des Affaires économiques. Là, alors, je tombais en plein dans la période où d'un côté, on essayait quand même, la CED ayant été repoussé, de voir ce qu'on pouvait faire pour aboutir au Traité de Rome. En même temps, on avait à gérer justement, sur le plan économique, et c'était le rôle de la direction économique, nos contingents vis-à-vis des pays européens d'ouverture des frontières. La seule petite négociation que j'ai faite parce que ça n'a duré que quelques mois, c'était avec les Danois. J'ai fait un voyage à Copenhague où j'ai pu essayer de régler un problème d'accords commerciaux entre la France et le Danemark. Mais les problèmes que vous évoquez, je n'ai jamais eu vraiment à les traiter. En 1954, c'était encore un peu trop tôt. En 1955, les quelques premiers mois, ça commençait tout juste. Cela étant, il est évident qu'au cabinet de Mendès France, tous les problèmes de l'Europe étaient tout à fait au premier plan. J'avais beaucoup de relations amicales avec Jean-Marie Soutou par exemple, qui a été le négociateur pour la Sarre. Il a été l'un de ceux qui ont réfléchi sur l'acheminement vers la Communauté. Donc, j'en étais informé, on en parlait, mais ça n'était pas dans mes responsabilités.

Pierre Mendès France vous a invité à faire partie de son cabinet au titre des Affaires étrangères ?

Pas exactement. C'était assez compliqué. Pierre Mendès France s'était installé ici. C'était quand même en tant que président du Conseil. Il avait également pris le portefeuille des Affaires étrangères et il avait des collaborateurs proches qui s'occupaient plus particulièrement des affaires étrangères, notamment l'ambassadeur Philippe Baudet, qui était vraiment chargé des affaires étrangères. Il avait auprès de lui Georges Boris qui avait un rôle un peu mal défini d'éminence grise, en qualité d'ami très proche du président du Conseil, il avait autour de lui un petit cabinet de quelques personnes plus particulièrement chargées de préparer pour Pierre Mendès France les causeries du samedi et des problèmes qui étaient un petit peu des problèmes politiques généraux, qui ne relevaient pas directement de l'un des cabinets, car il y en avait deux : le cabinet Matignon et le cabinet Affaires étrangères. J'étais donc auprès de Georges Boris. Je me suis retrouvé dans cette petite équipe où il y avait Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Georges Boris, moi-même et je crois que c'est à peu près tout. Il y avait peut-être une ou deux autres personnes qui nous aidaient. C'était une expérience assez particulière, très attachante, très courte, moins de sept mois pour moi parce que je ne suis entré qu'au bout de quelques semaines. En réalité, au retour de Genève. Les premiers mois de Mendès, c'était Genève. Je n'y étais pas, et c'est au retour qu'il m'a demandé de venir rejoindre la petite équipe avec Georges Boris. Quand il s'est finalement installé à Matignon, nous avons fait le transfert tous ensemble, c'était les premiers jours de 1955, et un mois et demi après, il tombait.

Pendant cette période-là, vous ne vous êtes pas occupé spécifiquement de problèmes de politique étrangère ?

Non. Mais comme il considérait que j'avais une certaine compétence sur les Nations Unies, quand il est allé à New York pour l'Assemblée générale des Nations Unies en octobre ou en novembre 1954, il m'a emmené avec lui. J'ai aidé à la préparation de son discours, avec une grande amitié que j'avais déjà pour Henri Hoppenot qui était à ce moment-là notre représentant permanent auprès des Nations Unies. Boris, Hoppenot, Mendès, c'étaient des amis. Parodi était à l'époque Secrétaire général, si je me souviens bien. Ça faisait une équipe de gens qui étaient vraiment des amis et travaillaient magnifiquement ensemble. Nous avons également dans la délégation des jeunes pleins de fougue, comme Henri Froment-Meurice qui faisait partie de cette délégation. Il m'agaçait un peu par sa suffisance, mais ça, c'est normal quand on est jeune. Il y avait Soutou, Juillet, à un moment donné. C'était une période vraiment passionnante.

Vous n'avez pas de souvenirs particuliers attachés à l'affaire de la CED ?

Non, sauf que l'homme qui en a été un peu la cheville ouvrière, Philippe de Seine, était curieusement, comme moi-même, un ancien des Nations Unies. Il était venu de New York pour cela. Comme j'avais bien connu Philippe de Seine à New York, nous sommes restés très amis tout au long de notre vie, nous le sommes toujours, et chaque fois qu'on peut, on se voit. J'étais donc à l'écoute de ce que faisait Philippe de Seine et j'étais aussi par Georges Boris, très en alerte sur le drame qu'a été pour Mendès ses relations avec la CED. Je crois que ça apparaît maintenant clairement dans les œuvres complètes que d'ailleurs j'ai été amené, pas à rédiger, c'est François-Xavier Stasse qui a fait le travail, mais comme il savait que j'avais été le premier président de l'Institut Pierre Mendès France, il m'a un petit peu associé. Alors, nous avons bien marqué que Mendès n'était pas du tout un adversaire de la CED et qu'il avait au

contraire la conviction que l'on pouvait avoir un tel traité, à la condition que certains garde-fous soient introduits dans le traité. Le plaidoyer qu'il a fait à Bruxelles, j'étais très proche de lui à cette époque et très au courant de ce qu'il faisait, sans être directement lié à la chose, était un plaidoyer convaincu. Vraiment, il a été la victime d'une sorte de complot que l'on comprend par ailleurs, de gens comme Spaak et d'autres, qui disaient : *qu'est-ce que c'est que ce type qui vient maintenant nous empêcher au tout dernier moment de faire passer un texte sur lequel tout le monde s'est déjà mis d'accord*. C'est là qu'évidemment les gouvernements précédents celui de Mendès (on accuse toujours ses prédécesseurs) avaient été imprudents de laisser entendre à leurs partenaires européens que le Parlement français était prêt à marcher. Et Mendès disait : *non, vous vous trompez, sur ce texte, il n'y aura pas de majorité*. Il avait raison. Mais acceptez donc quelques formulations ici ou là et, à ce moment-là, je me fais fort de faire passer le texte. C'est toute une histoire, c'est un des moments dramatiques de la vie diplomatique française. Il y a des gens qui en savent beaucoup plus long que moi là-dessus. Mais puisque vous me posez la question, c'est vrai que c'est autour de ça qu'il y a eu au fond la première amertume de Mendès qui a senti qu'il était mis en suspicion. Là où mon admiration pour lui est la plus forte, c'est qu'il a réussi, en l'espace de quelques semaines, à passer de l'échec de la CED à la création de l'UEO, et à une nouvelle forme possible d'armement de l'Allemagne qui paraissait encore compatible avec les intérêts français. Cela a été un travail énorme.

Vous y avez été associé ?

Non, pas du tout, cela se passait vraiment dans une petite équipe autour de lui. Tout ce que je savais, c'est qu'il travaillait ferme.

En ce qui concerne les Nations Unies, il y a un problème historiographique concernant ce fameux discours. Quelle est la part des influences diverses qui se sont produites sur Pierre Mendès France pour qu'il fasse ce discours concernant le désarmement aux Nations Unies ?

Vous me posez une colle. Je ne sais pas. Mon souvenir, c'est que dans ce discours, on voulait... C'était une époque où Mendès avait très besoin d'une popularité internationale. Il connaissait bien le système des Nations Unies, non seulement à cause de Bretton Woods, mais aussi à cause du Conseil économique et social. Il était très chez lui aux Nations Unies. Il a dû rechercher des thèmes qui marqueraient un peu son passage. D'autre part, il avait toujours été très intéressé par le travail que Jules Moch (polytechnicien très rigoureux) avait fait au cours des années précédentes, et Mendès avait beaucoup de considération pour Jules Moch. C'était un des socialistes qui avait soutenu Mendès, ce qui n'était pas le cas de tous les socialistes de l'époque. J'imagine que c'est ce qui fait que, choisissant le thème du désarmement, il a élaboré un peu cette chose. D'autre part, il faut dire aussi que durant toute cette période, Mendès était probablement plus soucieux que d'autres gouvernements français, avant ou après, de rétablir un pont avec l'Union soviétique. C'est aussi quelque chose sur laquelle je pense que les historiens vont réfléchir. Au fond, la négociation de Genève a été beaucoup facilitée par Molotov parce qu'il sentait d'abord que Mendès serait peut-être un frein à la CED, au moins sous la forme où Molotov la redoutait. Et puis, il y a toujours eu chez les Soviétiques l'idée que ce serait très utile d'avoir un lien plus fort.

Sur le marché, le troc dont on a souvent parlé, est-ce que vous rejetez totalement les accusations ? CED contre la paix au Vietnam ?

Eh bien, justement, c'est difficile à dire, et on peut se tromper, et les sous-entendus des uns et des autres restent toujours très contestables. Moi, je suis surtout frappé par le fait que Mendès n'était pas contre la CED. S'il avait fait un troc en disant : je renonce à la CED. Cela aurait été à mon avis en contradiction avec ce souci qu'il a quand même manifesté d'essayer de faire passer quelque chose. Donc, je dirais plutôt que ça n'était pas le troc CED contre paix au Vietnam. C'était plutôt le troc paix au Vietnam contre renforcement dans beaucoup de domaines des relations franco-soviétiques. Alors que la CED y figure et que par exemple, il faille, pour faire un peu plaisir aux Soviétiques, mettre quelques limites à la puissance allemande à l'intérieur de la CED, on pourrait probablement retrouver, dans les inflexions que Mendès a voulu apporter au traité, il y avait peut-être quelque chose qui pouvait peut-être intéresser les Russes. Mais enfin, je ne voudrais pas trop m'avancer là-dessus. En tout cas, quand on dit "troc" en parlant de Mendès, évidemment, un vieux mendessiste comme moi a tendance à dire : peut-être une honnête dialectique, mais sûrement pas une trahison des uns au profit des autres. Mais je peux me tromper.

Il y a dans ces quelques mois du gouvernement Mendès France un certain nombre de positions qui sont contradictoires et qu'il est bon que quelqu'un de l'intérieur puisse expliquer. Il y a ce fameux discours aux Nations Unies et puis il y a quelques semaines après, le 26 décembre 1954, une réunion qui est organisée à l'initiative de Pierre Mendès France et où il en sort convaincu que la France doit se lancer dans l'aventure atomique. Est-ce que vous avez participé à cette réunion ?

Non, absolument pas. C'est encore un domaine très spécifique. Mais je crois que... Pour moi, c'est tout à fait explicable dans ce sens qu'il y a une grande parenté finalement entre les positions de Pierre Mendès France et celles du général de Gaulle. Dans beaucoup de domaines, ils ont en commun ce souci de ne laisser échapper aucun des atouts de ce pays, et l'énergie atomique en était un. Sans compter l'influence je crois forte d'hommes comme Francis Perrin que Mendès estimait beaucoup et qui plaidait naturellement pour... Auger, Perrin, toute cette équipe de scientifiques était très sensible, Mendès était très sensible à ce qu'ils disaient et inversement. Enfin, là-dessus mon témoignage n'est pas particulièrement intéressant parce que ce sont des aspects du travail de Mendès que je n'ai pas suivis.

Vous n'avez pas suivi les rapports franco-soviétiques non plus ?

Non. C'était vraiment Baudet qui était malheureusement déjà très souffrant, de sorte que nous avions toujours un petit problème avec le cabinet ici. Il y avait Soutou qui a joué un rôle très important, peut-être plus important que Baudet qui était à l'époque en difficulté de santé et moins présent.

Vous êtes resté auprès de Pierre Mendès France lorsqu'il a laissé les Affaires étrangères, c'est ça ?

Oui, c'est ça. Nous avons fait le passage à Matignon qui n'a duré que quelques semaines à peine, et où je continuais à me trouver auprès de Georges Boris qui lui aussi a déménagé.

Quel était le poids exact de Georges Boris sur la politique étrangère de Pierre Mendès France ?

Difficile à dire. Je serais tenté de dire, mais c'est peut-être aussi à cause de l'amitié que j'ai eue, que nous avons eu, ma femme et moi, pour Georges Boris qui était vraiment devenu un très proche et très précieux ami, que j'ai tendance à dire qu'il avait son mot à dire sur tout, que Mendès ne prenait aucune décision importante sans avoir à un moment ou un autre l'avis de Georges Boris. Donc, sans doute aussi sur la politique étrangère. Par la suite, je crois que le fait que Georges Boris était depuis toujours, avant Londres et à Londres, un socialiste convaincu, a probablement influencé Mendès dans son itinéraire proprement politique. Mais sur la politique étrangère, Boris avait-il des thèses qui lui étaient particulièrement chères. Peut-être deux choses. L'intérêt pour le développement, pour le tiers-monde et peut-être aussi le désir de ne pas rompre les ponts avec l'URSS. Boris était de ceux par exemple qui croyaient, hélas ceci a été complètement démenti par la suite, que l'économie soviétique serait un jour une économie florissante. Il le disait et il était très "planiste". Il se disait : *ça marche peut-être difficilement, mais un jour, ça marchera, et donc il ne faut pas sous-estimer l'importance économique de l'Union soviétique*. Évidemment, les choses ont tourné de façon très différente.

Sur le plan des relations franco-britanniques ?

Mendès lui-même avait eu cette expérience de la guerre et cette expérience inoubliable que j'ai partagée avec lui et d'autres de l'accueil en Angleterre, de Churchill, de tout ce que nous devons à l'Angleterre en tant que seul pays resté au combat quand tous les autres se retiraient. Il y avait une espèce d'admiration spontanée pour l'Angleterre. Comme Mendès n'était pas très attiré par l'Allemagne, tout en reconnaissant qu'il fallait faire une politique franco-allemande, il était très heureux de ne pas relâcher les relations avec l'Angleterre. Il a beaucoup fait pour cela, il s'est beaucoup investi pour un rapprochement avec l'Angleterre. Il faut dire aussi que (Robert Anthony) Eden avait été pour lui un extraordinaire partenaire dans la négociation de Londres. Là-dessus, Boris et lui étaient tout à fait sur la même longueur d'ondes.

C'est peut-être pour cela que vous avez votre poste suivant au Vietnam ?

Tout à fait. J'ai donc eu ces quelques semaines auprès d'Olivier Wormser, encore une fois quelqu'un, c'est toujours la même famille. Wormser, parent de Georges Boris, grand admirateur de Mendès France, encore que sur certains points, ils aient eu des vues très différentes, mais amicalement très proches. Wormser, voyant que j'étais disponible, me propose de venir à la direction, mais déjà j'avais le désir de trouver une autre voie, de quitter un peu Paris. Henri Hoppenot me propose de l'accompagner, et le 9 juillet 1955, j'embarque d'abord seul, ma femme me rejoignant quelques semaines plus tard à Saïgon. Et commence alors une nouvelle aventure qui a duré moins de deux ans. C'était assez court.

Je suis reparti en janvier 1957, ça fait un peu plus d'un an et demi, avec un ambassadeur très cultivé, merveilleusement intelligent dont la femme, qui vient malheureusement de mourir il y a peu de temps, était également une grande artiste, une photographe remarquable. Donc, un climat de haute culture, ce qui était très sympathique pour moi. Une équipe également très intéressante, non seulement par le numéro 2 qui était Jean Filliol, un homme tout à fait merveilleux, qui a eu malheureusement par la suite des problèmes de santé mais à l'époque, il était tout à fait vaillant. Il était ministre conseiller. Moi, j'étais premier conseiller, et Marcel Bouquin, qui avait été également un proche d'Henri Laugier, curieusement, il y avait là une conjonction aussi, était conseiller ou secrétaire. Nous avions comme conseiller juridique quelqu'un qui a fait une très belle carrière, Jean-Jacques de Bresson. Nous avions comme conseiller financier Foucher, un garçon tout à fait merveilleux. C'était une équipe extraordinairement sympathique et vivante qui avait à faire un métier horrible.

C'était la décolonisation au sens le plus fort du terme. Il fallait plier bagages, lâcher tout ce que nous avions, essayer péniblement de maintenir deux lycées alors que les Vietnamiens n'en voulaient pas. Nous avions aussi un merveilleux conseiller culturel en la personne de Jean-Pierre Danon, également quelqu'un qui a fait une belle carrière. La tâche consistait essentiellement à faire contre mauvaise fortune bon visage, à maintenir quelques liens économiques alors que les Américains qui étaient là, avaient évidemment pour instruction d'écarter tout ce qui était français, en quoi ils étaient fort aidés par le gouvernement vietnamien de Đinh Diêm¹ qui était tout à fait anti-français, et qui nous en voulait d'avoir négocié, d'avoir coupé le Vietnam en deux, d'avoir laissé entendre qu'il y aurait des élections générales dans tout le pays, d'avoir favorisé sans vraiment le rendre facile le repli des catholiques du nord vers le sud. Enfin, nous étions très mal vus. Il fallait essayer quand même de ne pas être trop mal considérés. J'avais une seule chance personnellement, c'était le frère de Đinh Diêm qui était un ancien de l'École normale supérieure et qui avait encore un souvenir de son passage à Paris. J'ai pu entretenir, un petit peu, des liens avec lui, ainsi qu'avec un autre beau-frère de la famille, Monsieur Chao.

On faisait ce qu'on pouvait pour avoir des liens individuels avec des membres du gouvernement, essayer de leur faire comprendre qu'il fallait qu'ils ménagent les susceptibilités françaises. Mais nous n'avions pas beaucoup de moyens. Quand nous sommes arrivés à l'aéroport de Saïgon, Hoppenot a jeté un coup d'œil sur les gens qui venaient l'accueillir. Il y avait là encore beaucoup de "feuilles de chênes" et de "5 gallons", et il a dit : *tout ça, il faut que ça parte*. Et effectivement, les militaires français sont très vite partis, avec des cérémonies parfois touchantes, d'embarquement d'unités françaises. Bref, s'il n'y avait pas eu cette forte solidarité de l'équipe et ces parties de croquet sur le gazon de Monsieur Filliol, ça aurait été une période assez déprimante, parce qu'il est vrai que nous n'avons rien obtenu. Notamment Mendès avait mis en place un système qui aurait dû donner lieu à des élections générales, mais ces successeurs ne le souhaitaient pas du tout.

L'influence des États-Unis s'est faite déterminante. Le traité de l'Organisation du Traité de l'Atlantique du sud-est, l'OTASE, voulu par Foster Dulles, dans lequel nous sommes entrés à reculons, mais nous y sommes quand même entrés, sonnait le glas de toute politique française vietnamienne propre. Et ça, c'était très triste pour Hoppenot. Pour lui, cela a été un poste détestable. Il n'a pas aimé du tout. Nous avons essayé de l'égayer. On composait des chansons. Je me souviens que la première chanson que nous avons composée, ma femme et moi, avec

¹ Jean-Baptiste Ngô Đình Diêm, né à Hué le 3 janvier 1901, assassiné à Saïgon le 2 novembre 1963, est un homme d'État vietnamien, Premier ministre de l'État du Viêt Nam de 1954 à 1955, puis président de la république du Viêt Nam de 1955 à 1963.

l'aide de Jean-Jacques de Bresson qui était excellent chansonnier, commençait ainsi : *Nous ne cherchions pas l'aventure, nous étions plein de bonnes intentions et n'ayant plus de munitions, c'est fou ce que nos âmes étaient pures. Nous ne voulions plus d'amiraux, nous ne voulions plus de généraux, nous ne voulions plus rien qu'Hoppenot...* Et ça continuait, la chanson démontrait qu'on nous refusait tout. C'était une période, on était jeune, on s'amusait quand même, mais le travail était dur.

Nos collègues américains, qui étaient nos principaux interlocuteurs après les Vietnamiens eux-mêmes, étaient coiffés par un charmant ambassadeur, malheureusement mort quelques années plus tard, Frederick Reinhardt. Ambassadeur à Rome ensuite, il était aussi courtois que possible, avait beaucoup de considération pour le vieil ambassadeur qu'était déjà Hoppenot, et passait son temps à s'excuser en disant : *Ce sont mes instructions, que voulez-vous que je fasse.* Bien entendu, comme toujours entre diplomates, on se faisait de grandes gentilles, mais on travaillait chacun selon ses instructions.

Ce que vous avez dit sur Henri Hoppenot est extrêmement intéressant, monsieur l'ambassadeur. Je connaissais un peu la thèse de Madame Colette Barbier, mais vous lui aviez caché la chanson, en tout cas, elle ne l'a pas reproduite dans sa thèse.

Hoppenot lui-même est parti assez vite, il est parti quelques mois avant moi et c'est l'ambassadeur Paillard qui est venu. Je suis resté avec lui, cette fois comme son plus proche conseiller. Il n'y avait plus Monsieur Filliol. Il y avait Monsieur Andurain (de Maÿtie) aussi qui est venu nous rejoindre. Assez vite, j'ai souhaité rentrer au département. C'est là que m'a été faite la proposition qui a peut-être déterminé la suite de ma carrière. Roger Seydoux venait de prendre la direction générale des Affaires culturelles, scientifiques et techniques, qui ne s'appelait plus les Relations culturelles, et dont il a fait une très grande chose. Il a été un remarquable directeur général, nous lui sommes tous très reconnaissants de ce qu'il a fait, qui n'a pas été très bien fait par ses successeurs à mon avis. Je suis très critique à l'égard du déclin de la Direction générale au cours des dernières vingt années.

À l'époque, nous étions là aussi très enthousiastes et il m'a demandé de prendre la tête du service de Coopération technique en 1957. Pendant deux ans, un peu moins un an et demi encore une fois, je me trouve à la tête de ce service qui était un service neuf. Juillet avait eu la responsabilité d'un embryon de ce service, mais ce n'est guère qu'au moment où Seydoux prend la direction générale que le service prend sa dimension.

Est-ce que je peux me permettre une double question. Quelles étaient les idées de Roger Seydoux en ce qui concerne la politique culturelle, en quoi étaient-elles différentes de celles de ses prédécesseurs ou de ses successeurs ? C'est la première question. La seconde, vous parlez de ce poste de coopération technique, quel était son contenu ? Parce qu'au fond, auparavant, on ne faisait pas de la coopération sans qu'il y ait le mot ? Voilà les deux questions, mais peut-être suis-je dans l'erreur ?

Non, au contraire, vous avez tout à fait raison. À la fois de dire que Seydoux est arrivé – c'est un homme de grande ambition – avec l'idée qu'il fallait élargir les assises de la Direction générale, et à la place de ce qu'on appelait le service des Œuvres dont s'occupait Philippe Rebeyrol et moi-même plus tard. Le service des Œuvres faisait déjà beaucoup de choses que l'on peut appeler la coopération technique, mais il le faisait en privilégiant évidemment la

langue et la culture, et en laissant pas mal la responsabilité des relations techniques, plus économique-techniques au ministère des Finances. Seydoux a pensé que les Affaires étrangères devaient avoir une politique de présence dans les pays étrangers qui devaient englober sinon l'économie et les finances dans leur ensemble, mais du moins les relations humaines dans tous les domaines, y compris dans le domaine économique et dans le domaine social, technique et technologique, que ça faisait partie de notre vocation. Et que l'on ne pouvait pas se contenter de laisser à un conseiller commercial, même pas économique, les tâches si importantes de présence intellectuelle dans les domaines comme l'économie et la technologie.

Je ne crois pas trahir sa vision en disant que c'était au fond cela qui l'avait conduit d'abord à étoffer sa direction, à donner une place spécifique aux techniques, à la coopération technique, et à mettre sur pied très vite un organe qui nous a beaucoup servi à l'époque, dont je ne me souviens pas le nom, mais qui était composé de quatre personnes : Wormser, directeur des affaires économiques, Seydoux, directeur générale de l'action culturelle, Clapier², directeur des relations économiques extérieures et Sadrin³, je crois, qui était directeur des finances extérieures. Ces quatre personnes étaient préoccupées par la présence française à l'extérieur. Lui disait : *il faut que ces quatre personnes regroupent toutes leurs forces et fassent une politique commune*. Et ça a été très fort. Comme c'était lui qui en avait pris l'initiative, il était un peu celui qui orientait les débats de ce groupe de quatre. Comme Wormser s'intéressait passionnément à la construction européenne, pas tellement à ce qui se passait dans les pays en développement. Je me souviens avoir croisé en bas de cet escalier Wormser qui me disait : *Vous continuez à vous intéresser aux pays en voie de développement*. Je disais : *Oui, monsieur l'ambassadeur et cher ami, c'est très important*. Donc, si vous voulez, Seydoux avait là un rôle formidable, qu'il a joué avec beaucoup d'énergie. Clapier était également quelqu'un de très remarquable, très grand fonctionnaire français.

Si vous permettez, une chose. Vous évoquez cette question qui paraît très importante, très intéressante comme s'il s'agissait d'une initiative propre des directeurs de grands services de l'État, dans aucune intervention de la part des gouvernements, et en particulier des ministres. Alors, je pose tout à fait naïvement la question. Est-ce dû au fait qu'on était sous la quatrième République, est-ce dû à la personnalité de Roger Seydoux ? Est-ce qu'il n'y a eu véritablement aucune intervention du ministre des Affaires étrangères de l'époque qui était Monsieur Christian Pineau ?

Pas du tout. C'était fait en plein accord avec Christian Pineau. Pour ne vous donner qu'un exemple, puisque ce nom est évoqué et qu'il se trouve que c'est aussi quelqu'un que j'ai eu le privilège de connaître très tôt puisqu'il est venu à Londres quand j'étais au DCRA et que nous nous sommes retrouvés à Buchenwald, où, par parenthèse, puisqu'aussi bien je mets sur cette cassette des chansons, je peux aussi mettre un souvenir personnel de Christian Pineau. Quand je suis arrivé à Buchenwald, et que je l'ai vu, nous nous sommes fait les signaux que se font les déportés sans trop vouloir se faire reconnaître. La première chose qu'il a faite, c'est de me glisser un manuscrit qui était le texte d'une tragédie à la manière de Giraudoux qui avait pour héroïne Déjanire. Il m'a demandé ce que je pensais de cette Déjanire.

Je reviens à 1957. C'est en 1957 que Christian Pineau m'a demandé de l'accompagner dans un voyage qu'il a fait en Amérique du Sud pour convaincre des partenaires latino-américains de ne pas voter contre nous dans l'affaire algérienne. C'est dire que Pineau était très conscient de

² Orthographe à vérifier

³ Orthographe à vérifier

ce que faisait Seydoux, l'encourageait à le faire, mais il faut quand même le dire, c'est sans doute une des caractéristiques : *vous dites Quatrième République, mais aussi Cinquième*. Le rôle des grands directeurs restent quand même... Ce n'est pas comme dans le livre de Casamayor qui explique ça, ce n'est pas aussi grave. Naturellement, les ministres sont au courant mais l'initiative vient souvent des directeurs. Une autre initiative de Roger Seydoux, puisque nous parlons de cette époque, à laquelle j'ai été également très sensible, c'est qu'il a demandé à Bernard Tricot d'étudier la situation et de faire un rapport qui a abouti à un plan quinquennal de développement de la Direction générale. C'est tout à fait le même esprit. La Direction générale doit être un outil au bénéfice de l'État français dans son ensemble bien entendu. Donc, doit avoir un rôle dans lequel elle mobilise l'éducation nationale, la culture, tout le monde... Cela doit être la projection à l'étranger, non pas du commerce français mais de l'intelligence française. Par exemple, c'était une époque où notre planification indicative jouissait d'un grand prestige. Seydoux a beaucoup fait pour envoyer des missions au titre de l'action culturelle, et non pas de l'action commerciale, pour informer nos partenaires de la façon dont nous essayions de monter notre économie. Voilà des choses qui tournent autour de la réponse à votre question. Oui, Seydoux avait des idées très ambitieuses sur le rôle de la Direction générale. Il était soutenu par Christian Pineau puis par Maurice Schumann.

Non, ensuite, ça a été Maurice Couve de Murville.

Oui, Maurice Couve de Murville bien entendu. Lui, effectivement, c'est encore quelqu'un qui n'avait pas beaucoup de curiosité à l'égard des pays en développement. Disons que Seydoux était non seulement compétent pour les pays du sud mais il avait aussi un rôle à jouer en Allemagne, Angleterre et partout. Une autre chose que j'ai apprise auprès de lui, c'est l'importance du passage de la décolonisation à la coopération. Et au fond, dès 1957, dès mon entrée au service de Coopération technique, les deux pays avec lesquels nous avons le plus à faire étaient naturellement le Maroc et la Tunisie. Et immédiatement après, la Syrie et le Liban. Ensuite, avec la Cinquième République, l'Afrique, ça a été une autre partie de ma carrière. Mais dans ces années 1957, 1958 et jusqu'en juillet 1959, date à laquelle j'ai quitté la Direction générale pour aller à l'Éducation nationale, notre combat, c'était de tout faire pour maintenir une présence culturelle des techniques dans les pays qui venaient d'accéder à l'indépendance. Je me suis trouvé immédiatement en relation de travail très étroite avec Philippe Rebeyrol qui avait la responsabilité de l'action de l'enseignement à la Direction générale. Nous nous connaissions depuis l'École normale et nous sommes devenus encore beaucoup plus proches, au point que mon fils a épousé sa fille. Nous nous sommes retrouvés beau-père, comme il dit. Mais à l'époque, sa fille était encore beaucoup trop jeune et mon fils aussi. Nous avons simplement essayé de travailler ensemble, de travailler quelquefois tout à fait dans la ligne de Roger Seydoux, quelquefois en essayant de faire passer certaines de nos idées conjointement, même quand Seydoux n'était pas tout à fait convaincu. C'est le lot habituel des grandes administrations.

Mon souvenir politique le plus fort de cette époque, c'est que nous avons quand même des résistances à l'intérieur de l'appareil administratif et politique français. Notamment l'idée de recruter pour le Maroc ou la Tunisie des personnels qui n'étaient pas nécessairement bien vus de l'administration française, parce que trop à gauche ou pas tout à fait d'accord avec la politique du général de Gaulle, mais qui nous paraissait utile parce que compétent, nous a amené de temps en temps à des difficultés avec Matignon. Mais ce sont des détails. En gros, nous avons vraiment réussi, je crois assez bien et grâce à deux hommes qu'il faut encore citer, au moins deux (je pourrais en citer une douzaine) qui sont Jacques Viot et Hubert Dubois,

deux diplomates qui ont fait une belle carrière. Viot, c'est moi qui l'ai recruté pour l'envoyer au Maroc comme conseiller de coopération technique, et Hubert Dubois comme conseiller à Tunis. C'étaient mes deux correspondants les plus directs puisqu'ils travaillaient pour le service de coopération technique où je me trouvais avec auprès de moi un autre diplomate qui a fait une belle carrière aussi, Gaucher. C'étaient des équipes également très sympathiques. J'avais comme adjoint direct auprès de moi Michel de Beauvais qui avait lui un profil un peu délicat vis-à-vis de l'administration parce qu'il avait été des quelques diplomates de la CGT. Il passait pour être proche du Parti communiste, il l'était effectivement avec un peu de distance, mais c'était un excellent administrateur qui m'a beaucoup aidé. Voilà comment se sont donc passées ces deux années, de début 1957 à début 1959.

Un point sur le conseiller de coopération technique. C'est un titre qui était donné à un diplomate qui s'occupait des affaires de coopération au sein d'une ambassade ?

Exactement. C'était une création nouvelle. Ça n'avait pas existé auparavant. Il y avait le conseiller culturel d'un côté, le conseiller commercial de l'autre. Et ces deux postes ont été maintenus. Mais Seydoux avait obtenu qu'il y eût un conseiller spécifique pour la coopération technique. Ça n'a pas duré très longtemps. Ça a duré dans certains pays et pas dans d'autres. En général, on a donné au conseiller culturel la haute main sur la coopération technique. Toutefois, dans pas mal de cas, il y avait un collaborateur chargé spécialement de la coopération technique. Dans d'autres cas, on a fait l'inverse. Par exemple, Jean-François Poncet, pour ne citer que des grands noms du Département, a été au Maroc, à Rabat, un des successeurs de Viot, je crois même le successeur immédiat de Viot. Il était conseiller de coopération technique mais il a coiffé en même temps la coopération culturelle, alors qu'en général, c'était plutôt le mouvement inverse. Mais la spécificité coopération technique, c'est Seydoux, et je la défendais.

Et d'y nommer des diplomates. Parce qu'ensuite, on a vu des postes de coopération où il y avait des gens venus de différentes administrations.

Je ne sais pas, probablement dans certains cas, mais pas tellement. Ce qui s'est plutôt passé et contre quoi les universitaires ont protesté à certains moments, c'est de nommer des diplomates comme conseiller culturel. Il y en a eu pas mal. Et les universitaires disaient : *Ce n'est pas bien, ce sont des postes pour jeunes normaliens*. Pendant tout un temps, des gens comme (Jean) Baillou, puis Robert Holt, puis Cyril Navi⁴ ont fait un peu la retape à l'École normale pour des postes de conseillers culturels. Mais il y a eu aussi des diplomates.

Le but était donc de former des pays en voie de décolonisation à notre savoir-faire dans des domaines comme l'agriculture, les statistiques, des domaines techniques particuliers ?

Tout à fait. C'était à la fois de gérer nos programmes de coopération avec ces pays qui comportaient souvent, notamment, dans des pays de décolonisation récente, la mise à la disposition de l'administration de ces pays, de fonctionnaires détachés auprès d'eux au titre

⁴ Orthographe à vérifier

d'experts de la coopération. Ce qu'on a appelé ensuite les coopérants. Il y en a eu beaucoup au Maroc, beaucoup en Tunisie. Dans chaque cas, on faisait la différence entre les enseignants qui étaient gérés par le service de l'enseignement de la Direction générale, et les non enseignants, tous ceux qui ne relevaient pas de l'enseignement, qui relevaient a contrario de la coopération technique. Mais nous avons à faire très attention parce que la coopération technique n'était pas gérée seulement par la Direction générale, mais aussi par le ministère des Finances qu'avait mis en place Monsieur Ortolli, et géré ensuite par Monsieur Vater et Madame Scrivener, un service où était gérée en principe la coopération technique à caractère économique. Alors que la nôtre était la coopération technique de caractère non économique. Toute une sémantique assez absurde. Qui ne pouvait fonctionner que grâce à la bande des quatre, c'est-à-dire grâce à Seydoux, Wormser, Clapier et Sadrin qui en commun, définissaient les programmes. Naturellement des programmes de bourses, bourses de coopération technique, stages de coopération technique, ce qui m'a amené à m'occuper de toute la mise en place en France du CIES, du rôle des différentes administrations de gestion des coopérants. J'ai été à l'origine de la création de la SFECTI, c'est-à-dire des stages aux Sciences Po pour la formation des experts de coopération technique internationale. Nous étions également branchés sur les Nations Unies puisque nous procurions les experts français aux programmes opérationnels des Nations Unies. Bref, c'était encore une fois le cœur d'un vaste réseau.

J'ai eu cette chance que dans chacune des étapes de ma carrière, je n'étais pas axé, je n'ai jamais été secrétaire d'ambassade à Sofia, ce qui est quand même une chose qu'il faut avoir fait pour bien connaître cette maison. J'ai toujours été dans des postes un peu bizarre où on avait des contacts avec énormément d'administrations françaises. Là aussi, pour gérer la coopération technique, nous avons besoin de l'agriculture, des statistiques, etc.

C'était vous qui aviez un rôle d'arbitre dans les différents conflits qui pouvaient éventuellement surgir entre les ministères.

C'est beaucoup dire mais j'étais en tout cas chargé de convaincre. Comme avant, je devais convaincre les ministères d'envoyer des fonds dans les organisations internationales, cette fois, je devais essayer de leur arracher des experts compétents pour aller faire un travail de coopération technique.

Vous aviez ce rôle de coordonnateur.

Oui, si l'on veut. En tout cas, moi et mes collègues avons le contact avec beaucoup de monde. Nous étions une équipe, nous étions une dizaine, ce n'est pas énorme mais ça permet quand même de répartir un peu les tâches. Encore une fois, j'ai eu là beaucoup de chance. C'était une période très intéressante. Elle a coïncidé avec le changement de la Quatrième à la Cinquième République. J'étais là en 1958 à ce poste. En 1958, sur un plan qui n'a rien à voir avec la diplomatie, je me suis trouvé associé très étroitement à la naissance du Club Jean Moulin, qui m'a permis à nouveau de connaître beaucoup de fonctionnaires et de non fonctionnaires qui ont essayé de réfléchir à la démocratie en France. Ça m'a aussi naturellement amené à m'intéresser très personnellement au conflit en Algérie puisque le Club Jean Moulin a beaucoup milité pour une solution pacifique d'indépendance de l'Algérie.

En 1959, quand Seydoux a fait une collaboration qu'il considérait comme précieuse, en accord avec André Boulloche, qui venait d'être nommé par le général de Gaulle, ministre de

l'Éducation. Il lui a dit : *Je vais vous passer un diplomate comme directeur chez vous, mais il est entendu qu'il restera bien entre nos deux maisons.* Comme Seydoux avait constamment besoin d'enseignants pour son travail et qu'il voulait avoir quelqu'un en qui il avait confiance auprès du ministre de l'Éducation, et que Bouulloche se trouvait être un de mes très vieux amis, je connaissais ses sœurs d'avant la guerre, nous avons toujours été très proches. Alors il a été assez facile pour Seydoux de dire à Bouulloche : *Prenez donc Hessel comme directeur de la coopération et de la communauté des étrangers.* Cet arrangement qui était un petit peu une première, pas tout à fait mais quand même un diplomate qui prenait un poste de direction dans un ministère autre, ça n'était pas encore tellement fréquent.

Peut-être avant d'aborder cette période 1959-1964 ?

Il faut peut-être que nous laissions pour notre prochaine rencontre.

Voilà, exactement. Deux questions peut-être à caractère plus personnel que je me permettrais. Quelle est la part des amitiés nées dans la résistance et à Buchenwald dans la carrière diplomatique ? Je veux dire par là que vous êtes-vous retrouvés à former non pas des réseaux, mais des personnes liées plus étroitement que d'autres ? Est-ce que c'était uniquement cela ? Est-ce que c'était aussi une autre position par rapport à d'autres ? Quelle a été la part de cette "expérience" ? C'est le premier point. La seconde question est encore plus personnelle, si je peux me permettre. Vous avez dit vous-même que vous étiez Allemand jusqu'à l'âge de 17 ans. Vous aviez dit que vous n'aviez pas été nommé à Sofia, mais après tout, pourquoi est-ce que vous n'auriez pas été nommé à Bonn ? Je voulais me permettre cette question. Est-ce que vous n'avez pas été nommé à Bonn à quelque moment de votre carrière parce que, comme dans le service militaire, on met plutôt un électricien aux cuisines, ou est-ce que cela provient de vous-même ?

Ce sont des questions très intéressantes qui méritent des réponses nuancées. Je commence par la seconde. Non, je crois que ni moi, ni les ministres successifs n'auraient dit : on ne peut pas le nommer en Allemagne parce qu'il a été Allemand, mais pas non plus à l'inverse, il faudrait le nommer en Allemagne parce qu'il parle bien l'allemand et qu'il connaît l'Allemagne. Je crois que la première considération n'existait plus à partir de 1950. La deuxième malheureusement existe peu parce que je me souviens encore de l'effort que nous avons fait justement à la Direction générale pour former des arabisants en les envoyant à Bikfaya et en mettant les gens dans un bain d'arabe. À la sortie de Bikfaya, on les nommait précisément à Bonn. Donc, la politique du personnel de cette maison pour profiter des compétences réelles est très discutable. Mais je ne veux jeter la pierre à aucun directeur du personnel. Je crois que ma réponse c'est ça. À l'inverse, je dirais que je n'ai jamais été particulièrement attiré par la diplomatie traditionnelle. Or, travailler en Allemagne, c'était forcément retomber dans la diplomatie traditionnelle. On m'aurait proposé étant jeune de partir comme consul général à Hambourg, je l'aurais volontiers accepté. Je ne crois pas que j'aurais dit : non, je ne veux pas aller en Allemagne. Mais je ne l'aurais pas demandé car, au fond, dès le début, et grâce à ce début aux Nations Unies, j'ai été finalement plus intéressé par des postes d'administration plus générale, et peu à peu, davantage par les pays du sud. Et c'est peut-être ce qui fait que je n'ai jamais vraiment eu la tentation.

Je comprends bien l'aspect multilatéral. Mais c'était quand même un champ, une carrière extraordinaire que celle de la réconciliation franco-allemande. Vous pouvez imaginer que vous étiez peut-être mieux qu'un autre placé pour œuvrer là.

Vous avez tout à fait raison. C'est au fond une dimension que j'ai un peu manquée. Je suis très heureux qu'il y ait cette grande réconciliation franco-allemande, je crois que si j'avais, par exemple... Un poste qui m'aurait sûrement intéressé si ça s'était trouvé, c'est un poste comme Bruxelles, où on peut essayer d'utiliser aussi une facilité en langue allemande pour essayer de rapprocher des points de vue, ça m'aurait intéressé. Mais c'est vrai que je n'ai pas essayé, je n'ai pas fait d'effort particulier. Mes efforts ont été plutôt vers le sud. Par exemple l'Algérie. Je me suis bagarré pour obtenir ma nomination en Algérie. Ce n'était pas facile parce qu'il n'y avait pas vraiment de poste pour moi et ça s'est fait quand même.

Mais je n'ai pas répondu à votre première question qui était : Y a-t-il une sorte de réseau de camaraderie ? Oui. Je dirais à la fois, c'est très fort. Quand on tombe sur quelqu'un qui a été... je dirais les deux expériences de la guerre, quelqu'un qui a été à Londres avec le général de Gaulle, tout de suite, il y a quelque chose. Quelqu'un qui a été en déportation, tout de suite il y a quelque chose. Quelqu'un qui a été dans la résistance, c'est moins net parce que c'est plus diffus. Et puis, je n'ai pas été vraiment dans la résistance. J'ai été soit à Londres, ensuite trois mois à Paris en mission de Londres, ça n'est pas tout à fait la même chose que d'être dans un mouvement de résistance. Je les ai connus, je les aime bien, mais ce n'est pas la même chose. La déportation, c'est encore un autre domaine. Donc, je dirais en ordre décroissant : oui, quand on tombe sur un Christian Pineau qu'on a vu à Buchenwald, c'est immédiat, il y a quelque chose d'autre. Il n'y en a pas eu beaucoup de déportés dans le corps diplomatique, je n'en ai pas rencontré beaucoup. Un homme comme Emmanuel d'Harcourt, par exemple, que je connaissais de Londres et aussi de France, c'est également immédiat, on se tutoie, on ne peut pas ne pas avoir.

Des garçons comme Brunet par exemple que j'avais connu à Londres et pour qui j'ai une grande amitié, une grande affection. Mais irais-je jusqu'à dire que du coup, on a une espèce de réseau, pas tellement. C'est quand même un métier très dispersé. Même à l'intérieur du département, je ne sais pas quel est votre sentiment à cet égard ou ce que d'autres que moi vous disent, mais je trouve qu'on vit quand même. Le cloisonnement français est quand même grand. J'ai un petit peu échappé à ça parce que mes postes étaient des postes de décroisement, mais malgré tout, je n'ai pas l'impression d'avoir jamais connu un réseau de diplomates qui aurait été mon réseau ou le réseau dans lequel je me serais senti bien.

Le terme réseau est probablement trop fort et impropre. Je dirais plutôt : communauté de réactions, communauté d'attitudes. Est-ce qu'il y a quelque chose là-dedans ?

Ce qu'il y a sûrement, c'est que ma génération continue, peut-être injustement, à regarder un Français qu'on rencontre, quand il a l'âge voulu, en se demandant : qu'est-ce qu'il a fait pendant la guerre ? Et s'il est trop évident que non seulement il n'a rien fait, mais peut-être même qu'il a fait quelque chose, mais de l'autre côté, il y a un recul immédiat. Ça reste très fort. Et à l'inverse, quelqu'un dont on sait qu'il s'est engagé d'une façon ou d'une autre, fortement, il y a aussi immédiatement une considération et un désir de lui trouver des excuses, même si par la suite, il fait des bêtises. Prenons un exemple, il faut toujours aller, par exemple : un garçon comme Egal ou un garçon comme Bouvier qui sont des diplomates sur l'action desquels on peut avoir des réserves, pour moi, il n'y a pas de question. C'est sûrement

quelqu'un qu'il faut aider, aimer, comprendre, même si on n'est pas toujours d'accord. Cela joue peut-être moins fortement qu'on ne pourrait le penser.

Votre question me prend plutôt un peu au dépourvu. Je ne peux pas dire oui nettement, clairement, toujours, mais en y réfléchissant, c'est vrai qu'il y a des réactions. Par exemple, c'est plus politique que diplomatique, mais pour moi, toute assimilation qui commence à faire beaucoup de gens, entre les horreurs du nazisme et les horreurs du communisme me choquent. Je suis prêt à reconnaître les horreurs du communisme et des graves crimes commis par Staline ou par d'autres régimes totalitaires de l'Est, mais les mettre exactement sur le même plan que ce qu'ont fait les nazis, là, j'ai un recul.

Fin de l'entretien